



ACTUS

01/05/2017

N°161

Chronique d'une banque en ligne annoncée

A l'occasion de la 5^{ème} édition du «Show Hello» Stéphane Richard a présenté la nouvelle offre bancaire 100% mobile qui sera proposée au grand public à compter du 6 juillet. La souscription aux services bancaires pourra se faire en ligne depuis une application mobile ou dans l'une des 140 boutiques agréées du réseau de distribution Orange. L'offre, qui se veut 100% gratuite (pas de conditions de revenus pour accéder à un compte et une carte bancaire gratuite, sous réserve d'au moins 3 paiements ou retraits par mois), proposera dans un 1^{er} temps, un compte courant assorti d'une carte bancaire, d'un découvert autorisé et d'un livret d'épargne rémunéré.

Les salariés du groupe, attendus comme testeurs et ambassadeurs, peuvent en bénéficier, en avant-première, à compter de la mi-mai. Dans un 2nd temps, l'offre de base s'étoffera d'un crédit à la consommation et d'un crédit immobilier.

FOCom réclame une réelle reconnaissance pour l'ensemble des 800 salariés volontaires formés et agréés IOBSP (intermédiaires en Opérations de Banque et en Services de Paiement) et des conditions préférentielles substantielles pour les salariés qui ouvriront un compte.

Quelle politique pour les télécoms ?

FOCom tient à réaffirmer, entre deux tours d'élections politiques, son attachement au maintien de l'Etat dans le capital d'Orange. Nous craignons que le nouveau

Pour tout contact :

martine.bayard@fo-com.com

gouvernement soit tenté par une privatisation totale qui, au cours actuel de l'action rapporté aux 23% qu'il possède encore, lui rapporterait au bas mot 9 milliards d'argent frais. Un désengagement de l'Etat mettrait gravement en péril la stabilité de l'actionariat au moment où les rumeurs de prise de contrôle de l'opérateur par Vivendi de Vincent Bolloré vont bon train, les synergies et convergences entre télécoms et médias rendant crédibles un tel scénario. Vivendi maison-mère de Canal+ contrôle aussi, rappelons-le, Telecom Italia.

Déployer les réseaux du futur et affronter la concurrence internationale sur les technologies innovantes engagent l'avenir industriel national. Si nous pensons nécessaire une consolidation du secteur afin de sortir d'une guerre des prix destructrice, nous estimons que l'Etat a la responsabilité de sécuriser les opérateurs qui investissent et de veiller à préserver l'emploi et les statuts des personnels.

Nous saurons rappeler nos revendications quelle que soit l'issue du scrutin.

La guerre des fréquences

Les opérateurs télécoms réclament depuis longtemps une politique en matière de fréquences mieux coordonnée, les durées des licences variant en Europe entre 10 et 15 ans. Dans le cadre du projet du marché européen unique des télécoms, la Commission européenne a proposé que les Etats harmonisent pour une durée de 25 ans l'attribution des fréquences mobiles aux opérateurs (qui représentent une manne de plusieurs milliards d'euros). Quinze Etats membres de l'Union, hors la France, refusent tournant ainsi une nouvelle fois le dos à une approche axée sur l'investissement, ce qui nécessite des licences plus longues sécurisant les entreprises qui veulent opérer sur une plus grande échelle et concurrencer les opérateurs américains.

COME ou Comment Oublier Mes Engagements ?

L'outil COME devait simplifier le travail et contribuer à *l'enchantement de nos clients*. En développement technique depuis 3 ans, il se révèle totalement inadapté et tous ses utilisateurs craquent ! FOCom revendique avec les collègues concernés des mesures conservatoires immédiates. [Voir à ce sujet un des tracts de la DO Sud](#)

1er mai offensif sur les revendications

Alors que le 1^{er} mai se situe entre les deux tours des élections, beaucoup d'organisations syndicales vont faire l'amalgame entre la défense des revendications particulières des salariés et les positionnements politiques. Pour FO cette journée internationale des travailleurs restera syndicale et sera l'occasion de rappeler que les plans d'austérité sont suicidaires économiquement, socialement et démocratiquement et qu'ils doivent être abandonnés. Nous défendrons en particulier la défense des services publics, l'abrogation de la « loi travail », l'augmentation des salaires, traitements, pensions et minima sociaux, et la sauvegarde de la protection sociale collective... et nous rappellerons notre attachement aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité. [Voir l'appel sur l'Ile de France.](#)